Chambre de Commerce et d'Industrie Côtes d'Armor

Rue de Guernesey

22005 Saint Brieuc

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

AURECCA

SIEGE SOCIAL : 1, RUE CELESTIN FREINET LE NANTIL A NORD 44200 NANTES
TEL : +33 (0) 2 40 49 61 00
SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
CAPITAL DE 50 000 EUROS - RCS NANTES B 408 629 228

Mesdames, Messieurs les membres de l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes d'Armor relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la CCI des Côtes d'Armor à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus :

Nous attirons votre attention sur la note de l'annexe « Faits marquants » - I-II relative à la « Délégation de service public Pêche – Commerce – Réparation navale » et à la Délégation de service public Légué Plaisance ;

Nous attirons également votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n° 2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels, «III - Informations complémentaires liées aux changements comptables »

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Nous avons estimé que parmi les sujets susceptibles d'une justification de nos appréciations figurent le point suivant :

Deux avenants, signés en décembre 2025, prolongent jusqu'au 31 mars 2026 les délégations de service public suivantes :

- Légué Commerce
- Légué Réparation navale
- Légué Plaisance

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les procédures mises en œuvre pour recenser, documenter, valider, les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations des provisions pour charges qui s'élèvent à 5,5 M€ ainsi que le caractère approprié de l'information donnée dans la note de l'annexe des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des données budgétaires.

Responsabilités de la direction, du Trésorier et de la Commission des Finances relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier. Il appartient à la Commission des Finances d'émettre un avis sur ces comptes.

Nous avons communiqué nos conclusions à la Commission des Finances du 11 mai 2026 et avons signé ce rapport à l'issue de la finalisation des travaux d'audit.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs

pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nantes, le 19 mai 2026

Cabinet AURECCA

Nicolas BOUANCHAUD



Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Rennes

CCI :	**C.C.I. COTES D'ARMOR**
Type de budget :	**Exécuté**
Année :	**2025**
Service :	**Ensemble**

C.C.I. COTES D'ARMOR

BILAN - ACTIF

BILAN ACTIF	Budget Exécuté 2025			Budget Exécuté 2024
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Immobilisations incorporelles	**8 586 992,60**	**3 778 513,46**	**4 808 479,14**	**5 054 410,97**
Immobilisations corporelles hors concessions	**17 520 395,61**	**11 502 101,19**	**6 018 294,42**	**6 814 484,38**
Immobilisations corporelles mises en concession	**67 473 762,52**	**37 418 326,63**	**30 055 435,89**	**47 602 546,45**
Participations	2 052 500,00	158 020,00	1 894 480,00	1 708 230,00
Créances rattachées à des participations	500 000,00	0,00	500 000,00	700 000,00
Autres titres immobilisés	374 066,56	156 254,80	217 811,76	215 342,83
Prêts	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
Créances immobilisées CCIR/CCIT sur engagements sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts et avances interservices accordés	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations financières	11 976,36	0,00	11 976,36	11 976,36
Immobilisations financières	**2 948 542,92**	**314 274,80**	**2 634 268,12**	**2 645 549,19**
Total de l'actif immobilisé (I)	**96 529 693,65**	**53 013 216,08**	**43 516 477,57**	**62 116 990,99**
Stocks de terrains ou d'immeubles	**847 641,00**	**0,00**	**847 641,00**	**847 641,00**
Autres stocks et en-cours	**16 917,08**	**0,00**	**16 917,08**	**32 305,43**
Créances Clients et Comptes rattachés	3 918 953,26	178 872,73	3 740 080,53	2 450 444,07
Autres créances	4 934 603,89	0,00	4 934 603,89	3 367 778,83
Charges constatées d'avance	58 311,85	0,00	58 311,85	227 389,16
Créances	**8 911 869,00**	**178 872,73**	**8 732 996,27**	**6 045 612,06**
Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00
Disponibilités	8 278 933,99	0,00	8 278 933,99	4 643 314,22
Total de l'actif circulant (II)	**18 055 361,07**	**178 872,73**	**17 876 488,34**	**11 568 872,71**
TOTAL GENERAL DE L'ACTIF (I + II)	**114 585 054,72**	**53 192 088,81**	**61 392 965,91**	**73 685 863,70**

CCI :	**C.C.I. COTES D'ARMOR**
Type de budget :	**Exécuté**
Année :	**2025**
Service :	**Ensemble**

120000 - C.C.I. COTES D'ARMOR

BILAN PASSIF	Budget Exécuté 2025	Budget Exécuté 2024
Ecart d'ouverture du premier bilan	2 401 843,03	2 401 843,03
Apports	0,00	0,00
Réserves	0,00	0,00
Report à nouveau	6 087 463,16	6 664 531,45
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-388 483,32	-577 068,29
Subventions d'investissement	2 099 022,63	4 109 097,51
Droit du concédant	18 668 902,18	26 049 006,40
Provisions réglementées	0,00	0,00
Total des capitaux propres (I)	**28 868 747,68**	**38 647 410,10**
Provisions pour risques	147 286,00	147 286,00
Provisions pour charges	12 521 480,70	15 195 413,19
Total des provisions (II)	**12 668 766,70**	**15 342 699,19**
Emprunts et dettes assimilées	8 772 648,73	13 156 775,60
Prêts et avances interservices reçus	0,00	0,00
Autres dettes financières	2 058 074,38	0,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 761 537,57	2 233 442,50
Dettes fiscales et sociales	1 941 334,68	1 802 739,95
Autres dettes	3 232 564,12	2 362 003,43
Produits constatés d'avance	89 292,05	140 792,93
Total des dettes (III)	**19 855 451,53**	**19 695 754,41**
TOTAL GENERAL DU PASSIF (I + II + III)	**61 392 965,91**	**73 685 863,70**

CCI :	**C.C.I. COTES D'ARMOR**
Type de budget :	**Exécuté**
Année :	**2025**
Service :	**Ensemble**

120000 - C.C.I. COTES D'ARMOR

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	Budget Exécuté 2025 (1)	Budget Rectificatif 2025 (2)	Budget Exécuté 2024 (3)	Différence BE 2025 - BR 2025 (4) = (1) - (2)	Différence BE 2025 - BE 2024 (5) = (1) - (3)
Produits d'exploitation					
Ressource fiscale de l'exercice (CCIR / CCI France)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Reliquats de ressource fiscale sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Contribution reçue des CCIR (dans les CCIT)	2 205 715,00	2 187 656,00	2 213 260,00	18 059,00	-7 545,00
Sous-total Ressource fiscale	**2 205 715,00**	**2 187 656,00**	**2 213 260,00**	**18 059,00**	**-7 545,00**
Ventes de marchandises	1 045 464,96	1 148 000,00	1 100 352,63	-102 535,04	-54 887,67
Production vendue (biens et services)	15 232 543,77	14 260 721,00	14 479 762,89	971 822,77	752 780,88
Sous-total Chiffre d'affaires	**16 278 008,73**	**15 408 721,00**	**15 580 115,52**	**869 287,73**	**697 893,21**
Production stockée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Production immobilisée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'apprentissage et financement par les OPCO	516 967,06	590 264,00	356 145,07	-73 296,94	160 821,99
Subventions Union européenne	9 450,00	0,00	3 450,94	9 450,00	5 999,06
Subventions Etat	49 874,00	20 520,00	2 751,00	29 354,00	47 123,00
Subventions Collectivités territoriales	1 336 960,59	1 393 827,00	1 585 848,98	-56 866,41	-248 888,39
Autres subventions d'exploitation	15 607,14	51 650,00	66 676,19	-36 042,86	-51 069,05
Quote part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	2 635 757,50	314 969,00	279 455,27	2 320 788,50	2 356 302,23
Sous-total Autres ressources d'origine publique	**4 564 616,29**	**2 371 230,00**	**2 294 327,45**	**2 193 386,29**	**2 270 288,84**
Reprises amortissements, dépréciations et provisions hors mises à disposition de personnel	5 475 064,76	64 508,00	427 600,13	5 452 679,07	5 047 196,76
Reprises sur provisions relatives aux mises à disposition de personnel	42 122,31	0,00	42 390,18	0,00	0,00
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	5 025 065,36	0,00	2 625,00	5 025 065,36	5 022 440,36
Mise à disposition de personnel d'une CCI à une autre CCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres flux sociaux budgétaires liés à des mises à disposition de personnel entre CCI (produits)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mise à disposition de personnel (autres flux sociaux budgétaires liés) d'une CCI à une entité liée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres produits d'exploitation	41 480,60	490 882,00	36 878,35	-449 401,40	4 602,25
Contributions inter-services reçues / Prestations inter-services (produits)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des produits d'exploitation (I)	**33 632 073,05**	**20 522 997,00**	**20 597 196,63**	**13 109 076,05**	**13 034 876,42**
Charges d'exploitation					
Contribution versée aux CCIT (dans la CCIR)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Achats de marchandises	918 839,30	1 052 400,00	986 820,04	-133 560,70	-67 980,74
Variation de stocks (marchandises)	15 388,35	0,00	7 007,47	15 388,35	8 380,88
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous-total Achats de marchandises, matières premières et autres approvisionnements	**934 227,65**	**1 052 400,00**	**993 827,51**	**-118 172,35**	**-59 599,86**
Mise à disposition de personnel d'une CCI par une autre CCI	2 838 866,83	3 299 756,00	3 236 734,42	-460 889,17	-397 867,59
Autres flux sociaux budgétaires liés à des mises à disposition de personnel entre CCI (charges)	15 930,88	-24 606,00	33 627,81	40 536,88	-17 696,93
Mise à disposition de personnel d'une CCI (et autres flux sociaux budgétaires liés) par une entité liée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres achats et charges externes (hors mises à disposition de personnel)	8 133 582,52	7 267 035,00	7 483 502,75	866 547,52	650 079,77
Sous-total Autres achats et charges externes	**10 988 380,23**	**10 542 185,00**	**10 753 864,98**	**446 195,23**	**234 515,25**
Impôts, taxes et versements assimilés (non assis sur les salaires)	312 800,34	332 940,00	307 300,40	-20 139,66	5 499,94
Salaires	3 810 672,09	3 860 905,00	3 938 501,23	-50 232,91	-127 829,14
Cotisations sociales	2 432 359,46	2 035 905,00	2 234 364,61	396 454,46	197 994,85
Impôts et taxes assis sur les salaires	83 966,67	16 396,00	133 654,01	67 570,67	-49 687,34

CCI :	**C.C.I. COTES D'ARMOR**
Type de budget :	**Exécuté**
Année :	**2025**
Service :	**Ensemble**

120000 - C.C.I. COTES D'ARMOR

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	Budget Exécuté 2025 (1)	Budget Rectificatif 2025 (2)	Budget Exécuté 2024 (3)	Différence BE 2025 - BR 2025 (4) = (1) - (2)	Différence BE 2025 - BE 2024 (5) = (1) - (3)
Sous-total Masse salariale	**6 326 998,22**	**5 913 206,00**	**6 306 519,85**	**413 792,22**	**20 478,37**
Dotations aux amortissements sur immobilisations	2 115 573,07	2 162 289,00	2 081 123,58	-46 715,93	34 449,49
Dotations aux dépréciations sur immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dotations aux dépréciations sur actif circulant	19 606,84	0,00	240 104,31	19 606,84	-220 497,47
Sous-total Dotations aux amortissements et aux dépréciations	**2 135 179,91**	**2 162 289,00**	**2 321 227,89**	**-27 109,09**	**-186 047,98**
Dotations aux provisions pour risques et charges hors mises à disposition de personnel	2 690 103,68	278 518,00	1 406 576,07	2 506 431,20	1 280 628,08
Dotations provisions pour risques et charges relatives aux mises à disposition de personnel	106 239,52	11 394,00	109 139,05	0,00	0,00
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	10 489 488,22	0,00	0,00	10 489 488,22	10 489 488,22
Autres charges d'exploitation	188 283,03	137 310,00	328 763,00	50 973,03	-140 479,97
Contributions inter-services versées / Prestations inter-services (charges)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des charges d'exploitation (II)	**34 171 700,80**	**20 430 242,00**	**22 527 218,75**	**13 741 458,80**	**11 644 482,05**
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**-539 627,75**	**92 755,00**	**-1 930 022,12**	**-632 382,75**	**1 390 394,37**
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun					
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits financiers					
De participation	23 007,09	33 000,00	49 319,56	-9 992,91	-26 312,47
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres intérêts et produits assimilés	103 285,66	110 000,00	127 825,77	-6 714,34	-24 540,11
Reprises sur dépréciations et provisions financières	2 468,93	0,00	4 570,00	2 468,93	-2 101,07
Produits des cessions d'immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des produits financiers (V)	**128 761,68**	**143 000,00**	**181 715,33**	**-14 238,32**	**-52 953,65**
Charges financières					
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	13 750,00	0,00	26 572,17	13 750,00	-12 822,17
Intérêts et charges assimilées	353 684,92	377 470,00	381 111,35	-23 785,08	-27 426,43
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des charges financières (VI)	**367 434,92**	**377 470,00**	**407 683,52**	**-10 035,08**	**-40 248,60**
2. RESULTAT FINANCIER (V - VI)	**-238 673,24**	**-234 470,00**	**-225 968,19**	**-4 203,24**	**-12 705,05**
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV + V - VI)	**-778 300,99**	**-141 715,00**	**-2 155 990,31**	**-636 585,99**	**1 377 689,32**
Produits exceptionnels					
Produits des cessions exceptionnelles d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions exceptionnelles	175 395,39	86 909,00	347 981,34	88 486,39	-172 585,95
Autres produits exceptionnels	528 511,98	0,00	1 389 933,88	528 511,98	-861 421,90
Total des produits exceptionnels (VII)	**703 907,37**	**86 909,00**	**1 737 915,22**	**616 998,37**	**-1 034 007,85**
Charges exceptionnelles					
Valeurs comptables des cessions exceptionnelles d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions exceptionnelles	266 426,70	25 000,00	158 993,20	241 426,70	107 433,50
Autres charges exceptionnelles	44 958,00	0,00	0,00	44 958,00	44 958,00

CCI :	C.C.I. COTES D'ARMOR
Type de budget :	Exécuté
Année :	2025
Service :	Ensemble

120000 - C.C.I. COTES D'ARMOR

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	Budget Exécuté 2025 (1)	Budget Rectificatif 2025 (2)	Budget Exécuté 2024 (3)	Différence BE 2025 - BR 2025 (4) = (1) - (2)	Différence BE 2025 - BE 2024 (5) = (1) - (3)
Total des charges exceptionnelles (VIII)	**311 384,70**	**25 000,00**	**158 993,20**	**286 384,70**	**152 391,50**
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	**392 522,67**	**61 909,00**	**1 578 922,02**	**330 613,67**	**-1 186 399,35**
Impôts sur les bénéfices (IX)	2 705,00	0,00	0,00	2 705,00	2 705,00
Total des produits (I+III+V+VII)	**34 464 742,10**	**20 752 906,00**	**22 516 827,18**	**13 711 836,10**	**11 947 914,92**
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)	**34 853 225,42**	**20 832 712,00**	**23 093 895,47**	**14 020 513,42**	**11 759 329,95**
BENEFICE OU PERTE	**-388 483,32**	**-79 806,00**	**-577 068,29**	**-308 677,32**	**188 584,97**

Ensemble

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

ANNEE 2025

I- LES FAITS MARQUANTS

- **Le Résultat cumulé CCI s'élève à – 388 483,32 € :**
  - Soit pour le Service Aux Entreprises (SAE) : + 155 208,10 €
  - Soit pour le service portuaire : - 543 691,42 €

Parmi les éléments qui affectent ce résultat ci-dessous les principaux faits marquants concernant le SAE (I) et les Ports (II).

I-I Concernant le Service Aux Entreprises

La TCCI, affectée à la CCI des côtes d'Armor passe de 2 213 K€ en 2024 à 2 206 K€ en 2025. Les CCI ont également été impactées par un prélèvement national de 20 millions d'euros prévu par la loi de finances 2024, ce qui représente un impact en charges exceptionnelles de 45 K€ pour la CCI 22.

Le résultat par service ressort comme suit :

- Service général : résultat excédentaire de **392 K€** en 2025, contre un déficit en 2024, traduisant un redressement significatif.
- Pôle Formation : déficit ramené à **– 182 K€** en 2025, contre **– 511K €** en 2024.
- Service Divers – Carré Rosengart : résultat négatif de **– 55 K€** en 2025, en recul par rapport à 2024

I -II Concernant les ports

Délégation de service public Pêche – Commerce – Réparation navale :

Le contrat de délégation de service public (DSP), initialement conclu pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2023, a été prorogé d'un an, jusqu'au 31 décembre 2024, par avenant n°4, à la demande des concédants.

Un nouvel avenant, le n°5, signé le 20 décembre 2024, est venu modifier l'article 1.6 du contrat. Désormais, la durée totale de la DSP est fixée à 12 ans à compter de sa date d'entrée en vigueur, soit jusqu'au 31 décembre 2025.

Par ailleurs, un avenant n°6 a été signé en 2025 afin de prolonger jusqu'au 31 mars 2026 la délégation de service public relative aux seuls sites du Légué Commerce et du Légué Réparation navale, et de préciser les modalités d'indemnisation applicables à cette période de prolongation.

Un déséquilibre financier de 6 M€ a été anticipé au 31 décembre 2023 qui était le terme initial du contrat de délégation de service public. Ce déséquilibre provient d'une dette de 8,7 M€ reprise en début de DSP, et non adossée à des investissements, ces derniers ayant été apportés par le concédant sans contrepartie dans le compte de résultat.

La perte de 6 M€ a été provisionnée au cours des exercices 2021, 2022 et 2023. Une reprise de provision de 855 K€ a été comptabilisée sur l'exercice 2025, portant le montant résiduel de la provision à 5 130 K€ au 31 décembre 2025. La reddition des comptes de la DSP Pêche – Commerce – Réparation navale se fera au 31 décembre 2026, compte tenu de la prolongation jusqu'au 31 mars 2026 des activités liées aux sites du Légué Commerce et du Légué Réparation navale.

Pour l'exercice 2025, le montant de l'indemnisation à recevoir par les concédants s'élève à 514 740 €.

Pour l'année 2025, l'article 3 de l'avenant N°5 du contrat de DSP portant sur l'exploitation des ports départementaux de pêche, de commerce et de réparation navale prévoit : *« A l'issue de la période de prolongation et pour cette période de deux années, le Concessionnaire pourra solliciter l'indemnisation du préjudice direct, réel et certain qui résulterait d'un éventuel surcroît de charges et/ou de baisse de recettes, générant un déficit d'exploitation sur l'exercice 2025.*

Eu égard aux spécificités de ce contrat, et notamment de la charge élevée du remboursement de l'emprunt à transférer au concessionnaire, l'indemnité versée à la CCI résultera du calcul suivant :

1/ (+) la variation négative du fonds de roulement entre l'exercice 2024 et l'exercice 2025.

2/ (-) les investissements autofinancés sur l'exercice 2025. »

Pour l'exercice 2025, le montant de l'indemnisation à recevoir par les concédants s'élève à 514 740 €.

Le résultat de la DSP est déficitaire au titre de l'exercice 2025 à hauteur de –914 737 €, en tenant compte de la sortie des ports du CD22. Ce résultat ne prend pas en compte la sortie des sites du Légué Commerce et du Légué Réparation navale. En intégrant également ces deux sites, le déficit aurait atteint –918 428 €.

- **Impôt sur les sociétés : assujettissement de l'activité pêche – commerce – réparation navale :**

Par une décision du 27 juillet 2017 n° C (2017) 5176 final, la Commission européenne a mis en demeure les autorités françaises de supprimer, à compter du 1er janvier 2018, l'exonération d'impôt sur les sociétés bénéficiant aux ports, lorsqu'ils sont engagés dans des activités économiques.

Ainsi, les ports autonomes, les chambres de commerce maritimes, les chambres de commerce de l'intérieur gérant des installations portuaires, les municipalités concessionnaires d'outillage public propriété de l'État dans les ports maritimes ainsi que les entreprises qu'elles ont pu substituer pour l'exploitation de cet outillage ne peuvent plus se prévaloir de l'exonération d'impôt sur les sociétés à compter du 1er janvier 2018.

Les ports de plaisance étant déjà soumis à l'impôt sur les sociétés, cette nouvelle réglementation s'applique aux ports de pêche, commerce et aux aires de réparation navale.

Les déficits reportables des exercices précédents, notamment sur la DSP Saint Cast Plaisance aboutissent à une absence d'impact direct sur l'exercice 2025 :

- Déficit reportable au 31/12/2024 = - 4 677 K€
- Résultat fiscal 2025 = - 2 382 K€

- **Le risque chômage en auto-assurance**

Comme pour l'appui aux entreprises, une provision d'un montant de 254 K€ a été provisionnée sur l'exercice 2018 pour le risque chômage en auto-assurance et le transfert des droits ouverts auprès de la Caisse Mutuelle d'Assurance Chômage (CMAC).

Le montant de cette provision 2018 prenait en compte :

- Les salariés indemnisés au 31 décembre,
- Les salariés ayant quitté depuis 6 ans ayant été indemnisés, n'ayant pas consommé tous leurs droits et susceptibles d'être à nouveau indemnisés,
- Les salariés partis récemment n'ayant pas encore été indemnisés.

Au 31 décembre 2025, la provision CMAC s'élève à 311 K€.

- **Les investissements portuaires**

La CCI 22 a investi 1 468 K€ en 2025 sur l'ensemble des ports :

- DSP Pêche – Commerce – Réparation navale : 965 K€
- DSP Saint-Cast : 395 K€
- DSP Légué Plaisance : 106 K€
- Barge de Bréhat : 2 K€

- **Mécanisme des avances en début de contrat**

L'article 1-9-1 du contrat de DSP prévoit que « Le délégataire reprend notamment à son compte l'intégralité du passif et de l'actif de la précédente délégation portant sur le nouveau périmètre concédé. Il reprend, dans ce cadre, l'intégralité du fonds de roulement résultant de la précédente délégation sur le périmètre délégué par le présent contrat, estimé à 1 785 K€ à la date de signature des présentes. Dans l'hypothèse où le fonds de roulement serait inférieur à ce montant, chacune des parties consentira une avance égale à la moitié de la différence entre ce montant (1 785 K€) et le montant du fonds de roulement effectivement constaté au 31 décembre 2013. Ces avances devront être remboursées dans les conditions définies par convention entre les parties. »

En 2014, les écritures de fin de concession avaient traduit un fonds de roulement d'un montant de 1 375 K€ soit un écart de 410 K€ avec le fonds de roulement estimé.

Compte tenu des fortes contraintes budgétaires pesant sur les Chambres de Commerce et d'Industrie, les concédants et le concessionnaire ont décidé de mettre en suspens ce mécanisme.

- **Convention relative au versement d'une avance entre le CD 22 et la CCI 22**

Dans le cadre du contrat de délégation de service public pour l'exploitation des ports départementaux de pêche, commerce et de réparation navale, le Département des Côtes d'Armor a décidé d'accorder une avance de trésorerie de 650 K€ en vue de compenser les difficultés financières liées à la crise sanitaire du COVID-19. La convention du 1er décembre 2021 formalise les modalités de cette avance.

Le versement de l'avance de 650 K€ a eu lieu le 30 mars 2022.

L'article 3 de l'avenant N°5 du contrat de DSP portant sur l'exploitation des ports départementaux de pêche, de commerce et de réparation navale indique que *« l'avance de trésorerie versée en vertu de la convention conclue entre le Département des Côtes d'Armor et la Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes d'Armor en date du 1er décembre 2021 sera récupérée par le Département à l'échéance du contrat de délégation de service public, soit au 31 décembre 2025. »*

- **Provision pour gros entretien – Fin de délégation de Service public**

Une provision pour gros entretien a été constituée au cours de l'exercice au titre de la délégation de service public relative aux activités de pêche, de commerce et de réparation navale. D'un montant initial de 450 K€, elle repose sur une estimation des travaux à réaliser, établie à partir d'un audit technique réalisé par un cabinet spécialisé.

Des travaux ont été effectués en 2025, conduisant à une réévaluation de la provision, qui s'établit désormais à 366 K€.

DSP Légué Plaisance :

Le contrat de délégation de service public (DSP), initialement conclu pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2023, a été prolongé d'un an, jusqu'au 31 décembre 2024, par avenant n°1, à la demande du concédant.

Un deuxième avenant (n°2) a ensuite prolongé la durée du contrat d'une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 décembre 2025.

Un troisième avenant est venu proroger à nouveau le contrat jusqu'au 31 mars 2026.

Un déséquilibre financier estimé à 423 K€ avait été anticipé au 31 décembre 2024, soit un an avant la fin initialement prévue de la délégation de service public fixée au 31 décembre 2025. Ce déséquilibre provient d'une dette initiale de 585 K€, reprise en début de contrat de DSP, non adossée à des investissements effectifs, ces derniers ayant été mis à disposition à titre gratuit par le concédant.

La perte correspondante, d'un montant de 423 K€, a été constatée sur l'exercice 2024 et figure toujours au bilan au 31 décembre 2025.

Les conditions de sortie de la DSP sont toujours en cours de négociation entre le concédant et le concessionnaire : la reddition des comptes se fera au 31 décembre 2026.

Délégation de service public relatif à la desserte en marchandises de l'Ile de Bréhat :

La Région Bretagne a confié à la Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes d'Armor la gestion, à ses frais et risques, du service public relatif à la desserte en marchandises de l'Ile de Bréhat. Dans le cadre de cette délégation, le délégataire s'engage à exploiter le service public relatif au transport de marchandises entre le continent et l'archipel bréhatin, et à assurer l'entretien et la maintenance des biens nécessaires à la délégation de service public.

La durée du présent contrat de délégation est fixée à cinq (5) ans, sans possibilité de tacite reconduction. Il prend effet à compter du 1er janvier 2024 à zéro heure, pour s'achever, sauf stipulations particulières le 31 décembre 2028 à minuit.

II. LES POSTES DU BILAN

II. I Rappel des principes, règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels des CCI, et en particulier, du cadre OBCF, cadre d'organisation budgétaire, comptable et financière du réseau des CCI.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1- Immobilisations incorporelles et corporelles :

A compter du 01 janvier 2005, le règlement CRC 2002-10 a modifié la comptabilisation et l'évaluation des actifs. Les immobilisations sont traitées par composant. Ce règlement a introduit des changements dans les durées d'amortissement antérieurement utilisées.

La Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes d'Armor a appliqué cette nouvelle réglementation aux biens immobiliers hors du service Ports.

Les concessions sont expressément exclues de ce règlement. Elles font l'objet d'une norme spécifique. La Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes d'Armor n'a donc pas appliqué le règlement CRC 2201-10 au Service Ports.

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

La ligne « immobilisations mises en concession » représente les immobilisations corporelles et incorporelles relatives aux activités portuaires que la CCI exerce sur le fondement de contrats de concession.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue :

Immobilisations incorporelles	3 à 5 ans
Agencements et aménagements des terrains	10 à 15 ans
Constructions	10 à 60 ans
Installations générales, agencements des constructions	5 à 15 ans
Ouvrages d'infrastructures portuaires	10 à 50 ans
Installations techniques, matériels et outillages	5 à 20 ans
Installations générales, agencements divers	5 à 10 ans

Matériels de transport	5 à 10 ans
Matériels informatiques	3 à 5 ans
Matériels de bureau	5 ans
Mobiliers de bureau	10 ans
Matériels divers	3 à 15 ans

2- Participations, autres titres immobilisés

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

3- Les Stocks

Il s'agit, d'une part du stock de carburant relatif à l'activité plaisance exercée au port de St Cast. Ce stock est évalué selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

D'autre part, les stocks de terrain dans le cadre de l'aménagement de Zone d'Activité. La méthode retenue pour le suivi comptable de l'opération « aménagement de l'éco-quartier des Plaines Villes » est la suivante :

1. Comptabilisation en provision pour travaux de l'ensemble des charges et mise en stocks, sur la base du budget prévisionnel.
2. Reprise de provisions au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
3. Sorties de stock au fur et à mesure des cessions de terrains aménagés.

II. II - L'actif

- **Les immobilisations incorporelles et corporelles**

Immobilisations	Service Aux Entreprises	Ports	Total
Valeur initiale	18 805 250	133 356 208	152 161 458
Acquisitions	83 652	1 468 156	1 551 808
Sorties	1 093 781	59 038 334	60 132 115
Valeur finale	**17 795 121**	**75 786 030**	**93 581 151**

- **Les immobilisations financières**

Organismes	Nombre	Solde 2024	Mouvement 2025	Solde 2025
SAS CCIHO	9 850	492 500		492 500
SEM BAIE D'Armor	34	34 000		34 000
SAS WEB STORE	393	416		416
AIR FRANCE	7 456	164 778		164 778
BRITTANY FERRIES	5 000	76 225		76 225
En Avant Guingamp	223	10 035		10 035
SAEML Dinan expansion	5	5 000		5 000
SEM Lannion Trégor	50	5 000		5 000
SEMAEB	600	12 303		12 303
Crédit Coopératif	1 257	19 169		19 169
Crédit Maritime	5	76		76
Coop maritime	1	15		15
Crédit Coopératif	50	750		750
Breizh Immo	35 000	35 000		35 000
CIPAGO	1 250	125 000		125 000
CCI CROISSANCE	2 010	201 000		201 000
CCI CROISSANCE (Compte courant d'associés)		200 000	-200 000	0
SASU Eco Aménagements Plaines Villes	1 000	1 000 000		1 000 000
SASU Eco Aménagements Plaines Villes (Compte courant d'associés)		500 000		500 000
BRITTANY FERRIES (Obligations)	383	38 300		38 300
BRETAGNE ARMOR PECHE	2 000	0	200 000	200 000
SOCODIN	7 000	7 000		7 000
Total		**2 926 567**	**0**	**2 926 567**

SEM Baie d'Armor : La CCI détient 34 % du capital.

La CCI des Côtes d'Armor a versé en 2021 un montant de 200 000 € au titre du capital social de CCI Croissance et a également consenti un apport en compte courant d'associé de 200 000 € au bénéfice de cette même entité. Ce compte courant a été intégralement remboursé au cours de l'exercice 2025.SASU Eco Aménagements Plaines Villes : acquisition 1 000 actions à 1 000 € en 2021.

SASU Eco Aménagements Plaines Villes : la CCI des Côtes d'Armor a réalisé un apport de 500 000 € en compte courant d'associés sur 2022.

La dépréciation sur les immobilisations financières s'élève à 314 274 € au 31 décembre 2025.

Dans les immobilisations financières, on retrouve également les prêts (10 000 €) ainsi que les dépôts versés (11 976,36 €).

La CCI des Côtes d'Armor a procédé en 2025 au versement d'un montant de 200 000 € au titre de sa participation au capital de Bretagne Armor Pêche. Le solde, également fixé à 200 000 €, sera libéré et versé en 2026, portant ainsi la participation totale de la CCI à 400 000 €, soit 10 % du capital social.

- **Tableau des filiales et participations**
  - **Filiales > 50 %**

Dénomination sociale	Siège social	% de détention	Capitaux propres (€)	Résultat (€)	Chiffre d'affaires (€)
SASU ECO AMENGAGEMENT PLAINES VILLES	SAINT-BRIEUC	100%	1 002 455	1 516	0

  - **Participations 10–50 %**

Dénomination sociale	Siège social	% de détention	Capitaux propres (€)	Résultat (€)	Chiffre d'affaires (€)
SEM BAIE D'ARMOR	TREGUEUX	34%	371 079	39 949	396 296
CIPAGO	RENNES	25%	99 978	- 90 730	95 900
CCI CROISSANCE	LORIENT	34%	560 945	359	4 073
BRETAGNE ARMOR PECHE	ST BRIEUC	10%	200 000	-	-

- **Tableau des cautionnements reçus et donnés**

Nature	Montant (€)	Objet	Bénéficiaire / Donneur	Échéance
Cautionnements donnés				
Cautionnements reçus				

- **Stocks et encours**
  - Stock Carburant St Cast

Carburant	Montant
Stock initial	32 305
Variation 2025	- 15 388
Stock final	**16 917**

  - Stock de terrains

Terrains – Les Plaines Villes	Montant
Stock initial	847 641
Variation 2025	-
Stock final	**847 641**

- **Créances clients et comptes rattachés**

Créances	Service Aux Entreprises	Ports	Total
Encours clients 2024	676 826	2 044 639	2 721 465
Encours clients 2025	461 460	3 457 493	3 918 953
ECART	**- 215 366**	**1 412 854**	**1 197 488**

- **Dépréciations des créances clients**

Dépréciations	Service Aux Entreprises	Ports	Total
Solde au 31/12/2024	32 838	238 183	271 021
Dépréciation 2025	2 162	17 445	19 607
Reprise 2025	9 735	102 020	111 755
Solde au 31/12/2025	**25 265**	**153 608**	**178 873**

- **Autres créances**

Concernent principalement :

- Subventions à recevoir : 407 308 €
- TCCI à recevoir : 39 075 €
- Les comptes de TVA : 368 161 € (dont crédit de TVA 206 953 €)
- Taxe d'équipement douanes à reverser : 771 700 €

- **Disponibilités et concours bancaires courants**

Au 31/12/2025, les disponibilités s'élèvent à 8 278 934 € dont 5 041 399 € pour le service portuaire.
Par ailleurs, les concours bancaires courants s'élèvent à 2 058 074 € (Grande DSP), correspondant à un solde bancaire créditeur (Autres dettes financières).

- **Charges constatées d'avance**

Concerne les charges de gestion courante : 58 312 €

II. III – Le passif

- **Capitaux propres – Apports**

La ligne APPORTS correspond à "Ecart d'ouverture du 1er bilan".

Ce compte, qui a permis l'équilibre lors de la constitution du bilan de la CCI au premier janvier 1993, serait équivalent au report à nouveau, si la CCI avait toujours tenu une comptabilité patrimoniale.

L'écart d'ouverture global au 31 décembre 2014 ne concerne que le Service Aux Entreprises.

- **Réserves**

Aucune réserve n'est constatée pour l'année 2025.

- **Report à nouveau**

Report à nouveau	Montant
Report à nouveau au 01/01/2024	6 664 531
Affectation résultat 2024	- 577 068
Report à nouveau au 31/12/2025	**6 087 463**

- **Subventions d'investissement**

Subventions d'investissement	Service Aux Entreprises	Ports	Total
Solde au 31/12/2024	3 591 206	3 218 314	6 809 520
Subventions reçues 2025		625 683	625 683
Subventions sorties 2025			-
Solde au 31/12/2025	**3 591 206**	**3 843 997**	**7 435 203**
Cumul antérieurs quote-part des subventions	1 841 967	858 457	2 700 424
Augmentation 2025	96 009	2 539 748	2 635 757
Diminution 2025			-
Cumul quote-part des subventions au 31/12/2025	**1 937 976**	**3 398 205**	**5 336 181**
Subventions nettes au 31/12/2025	**1 653 230**	**445 792**	**2 099 022**

- **Droits du concédant**

Droits du concédant	31/12/2024	31/12/2025
Apports à titre gratuit	4 534 195	12 680 096
Subventions	19 063 534	6 148 918
Amortissement pour dépréciation	- 5 508 038	- 1 211 880
Amortissement de Caducité	3 081 342	1 604 244
Amortissement pour renouvellement	17 552	173 426
Ecart d'ouverture	978 934	1 406 537
Report à nouveau	3 881 487	- 2 132 439
Total droits du concédant	**26 049 006**	**18 668 902**

- **Provisions pour risque et charge**
  - Provisions pour risques

Provisions pour risques	Cumul au 31/12/2024	Dotations 2025	Reprises 2025	Cumul au 31/12/2025
Contentieux Rault (a)	15 000			15 000
QUELEN – Liquidation astreinte (b)	30 000			30 000
Contrôle URSSAF – Régularisation sur vacataires mutuelle et prévoyance	76 903			76 903
Litige RH	25 383			25 383
Total	**147 286**			**147 286**

(a) Suite à un sinistre du fait d'un défaut d'entretien des profondeurs dans le port d'Erquy, une provision de 15 000 € a été comptabilisée sur l'exercice 2015 sur avis de notre conseil juridique. Désigné par le juge des référés du Tribunal Administratif, l'expert judiciaire a pointé une responsabilité partielle de la CCI22 dans la survenance de ce sinistre. Une nouvelle expertise est en cours afin de faire un recours en responsabilité civile.

(b) Par une requête enregistrée le 7 avril 2015, Monsieur Joël QUELEN a demandé au tribunal d'annuler une décision implicite de rejet opposée par la CCI à la demande de communication de documents administratifs. Par un jugement en date du 1 juin 2017, le tribunal a fait partiellement droit aux demandes de Monsieur QUELEN et fait injonction à la CCI de communiquer les documents demandés, sous astreinte journalière de 100 €, courant à compter du 4 juin 2017. Par un mémoire en date du 7 février 2019, Monsieur

QUELEN invoque n'avoir pas reçu les documents demandés, et sollicite la liquidation de l'astreinte. Le Tribunal, par un jugement en date du 02 novembre 2020 a condamné la CCI à verser une somme de 30.000 € dont 90% au profit de l'Etat et 10 % au profit de Monsieur QUELEN.

- Provisions pour charges

Provisions pour charges	Cumul au 31/12/2024	Dotations 2025	Reprises 2025	Cumul au 31/12/2025
Indemnités de fin de carrière-médaille du travail-allocation ancienneté (a) (153000)	472 824	13 404	386 526	99 702
Provisions pour charges CCIR (a) (1583000)	258 740	107 328	44 244	321 824
Pénibilité – Concession pêche, commerce et réparation navale	1 534 189	223 847	1 618 068	139 968
Provisions pour renouvellement (St Cast) (b)	5 104 975	36 005	2 460 552	2 680 428
Provision Grosses réparations (c) - Port de St Cast	244 525	20 000	0	264 525
Provision Grosses réparations (d) - Port de St Cast - Dragage	0	2 219 000	0	2 219 000
Provision Grosses réparations – Concession pêche, commerce et réparation navale	450 000	86 911	170 567	366 344
Provision Grosses réparations – Grue Loguivy	16 705	0	16 705	0
Provision Grosses réparations – Barge de Bréhat Arrêt technique	0	24 758	0	24 758
Provision Grosses réparations – Carré Rosengart	0	53 089	0	53 089
Provision DSP Pêche – Commerce – Réparation navale – Perte en fin de contrat	5 984 988	0	854 988	5 130 000
Provision DSP Légué plaisance – Perte en fin de contrat	423 712	0	0	423 712
Elections consulaires	48 000	12 000	0	60 000
Travaux Plaines Villes (e)	95 171	0	9 657	85 514
Provision CMAC - Risque chômage en auto-assurance – Indemnités CCART (Conventions blanches)	452 040	17 090	150 884	318 246
Provision CMAC - Risque chômage en auto-assurance (Aéroport)	0	23 188	0	23 188
Provision CMAC - Risque chômage en auto-assurance (Ports)	109 545	226 149	24 512	311 182
Total	**15 195 414**	**3 062 769**	**5 736 703**	**12 521 480**

(a) Deux conventions existent pour le Personnel de la CCI ;

a. Le personnel sous statut rattaché à la CCI de Région Bretagne depuis le 1er janvier 2013

b. Le personnel Portuaire régi par la convention CCNU qui s'applique effectivement depuis 2012

(b) Les provisions pour renouvellement à St Cast sont régies par le contrat de délégation de service publique. En 2025, une reprise de provision relative aux pieux a été comptabilisée, à la suite de l'étude réalisée par l'entreprise TSMB, laquelle a démontré que leur durée de vie excéderait l'horizon 2050.

(c) Provisions pour grosses réparation du port de St Cast régies par le contrat de délégation de service public et nous impose 20 000 € de dotation chaque année.

(d) À la suite de l'étude menée par le cabinet IDRA, une provision d'un montant de 2 219 000 € a été constituée dans les comptes afin de couvrir les opérations nécessaires au maintien des profondeurs.

(e) Travaux Plaines villes concerne les travaux à venir. La gestion de la zone d'activité fait que tous les travaux de l'année sont provisionnés.

- **Dettes emprunts**

  - Emprunts et dettes financières

Emprunts	Dette Total	- 1 an	De 1 à 5 ans	+ 5 ans
Service Aux entreprises	73 443,09	17 759,42	55 683,67	
Ports	7 133 878,72	679 638,71	2 498 495,14	3 955 744,87
Total	**7 207 321,81**	**697 398,13**	**2 554 178,81**	**3 955 744,87**

Emprunts	Service Aux Entreprises	PORTS	TOTAL
Solde au 31/12/2024	94 852,53	11 364 389,96	11 459 242,49
Souscription 2025		972 489,00	972 489,00
Remboursement du capital 2025	21 409,44	5 203 000,24	5 224 409,68
Solde au 31/12/2025	**73 443,09**	**7 133 878,72**	**7 207 321,81**

Le montant des Intérêts courus au 31 décembre 2025 est de 19 119 €.

  - Dettes d'exploitation – Autres dettes.

Ces dettes concernent les dettes fournisseurs, les dettes fiscales et sociales.

- **Produits constatés d'avances**

Les produits constatés d'avance concernent produits de gestion courante. Pour l'année 2025, ils s'élèvent à 89 292 €.

III. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES LIEES AUX CHANGEMENTS COMPTABLES :

La CCI 22 applique pour la première fois le règlement ANC N°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général. Il est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Ce changement de règlementation comptable constitue un changement de méthode comptable. Les dispositions du règlement ANC N°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

CCI22 - Révision Plan Comptable applicable au 01/01/2025

Avant le 1er janvier 2025		A partir du 1er janvier 2025		Libellé du compte
Ancien compte	**Type charges / produits**	**Nouveau compte à utiliser**	**Type charges / produits**	
6711000	Charges exceptionnels	6581100	Charges d'exploitation	Pénalités sur marchés
6712000	Charges exceptionnels	6582000	Charges d'exploitation	Pénalités, amendes fiscales et pénales
6713000	Charges exceptionnels	6238000	Charges d'exploitation	Dons, cadeaux et libéralités
6714000	Charges exceptionnels	6541000	Charges d'exploitation	Pertes sur créances irrecouvrables
6715000	Charges exceptionnels	6568800/6788000	Charges d'exploitation ou exceptionnelles (si opération non récurrente et significative)	Subventions accordées
6717000	Charges exceptionnels	6380000	Charges d'exploitation	Rappels d'impôts
6718000	Charges exceptionnels	6580100/6788000	Charges d'exploitation ou exceptionnelles (si opération non récurrente et significative)	Autres charges de gestion courante
6751000	Charges exceptionnels	6571000	Charges d'exploitation	Valeur compt actifs incorporels cedes
6752000	Charges exceptionnels	6572000	Charges d'exploitation	Valeur compt actifs corporels cedes
6756000	Charges exceptionnels	6671000	Charges financières	Valeur compt actifs financiers cedes

6783000	Charges exceptionnels	6580200	Charges d'exploitation	Charges regul prorata TVA
7460000	Produits d'exploitation	7471000	Produits d'exploitation	Taxe apprentissage
7718000	Produits exceptionnels	7581000	Produits d'exploitation	Dedits et penalités perçus
7713000	Produits exceptionnels	7582000	Produits d'exploitation	Liberalites reçues
7714000	Produits exceptionnels	7583000	Produits d'exploitation	Rentrées sur créances amorties
7717000	Produits exceptionnels	7584000	Produits d'exploitation	Dégrèvements d'impôts (autres qu'IS)
7718000	Produits exceptionnels	7580100/7788000	Produits d'exploitation ou exceptionnels (si opération non récurrente et significative)	Autres produits de gestion courante
7752000	Produits exceptionnels	7572000	Produits d'exploitation	Pdts cession immo corporelles
7752100	Produits exceptionnels	7572100	Produits d'exploitation	Pdts cession immo corp en concess
7756000	Produits exceptionnels	7671000	Produits financiers	Pdts cession immo financières
7770000	Produits exceptionnels	7477000	Produits d'exploitation	Quote part sub inv virée au résultat
7783000	Produits exceptionnels	7580200	Produits d'exploitation	Charges regul prorata TVA
7910000	Produits d'exploitation	7085100	Produits d'exploitation	Refacturation de charges diverses
7911000	Produits d'exploitation	7587000	Produits d'exploitation	Indemnités d'assurances

COMPTE DE RESULTAT	Budget Exécuté 2025	Budget Rectificatif 2025	Budget Exécuté 2024	Commentaires
Produits d'exploitation				
708510000 - REFACTURATION DE CHARGES DIVERSES	*77 251,50*	*30 946,00*	*86 415,71*	*Reclassement - Ancien compte 7910000*
747700000 - Q.P. SUBV.INVEST.VIREE AU RESULTAT	*2 635 757,50*	*314 969,00*	*279 455,27*	*Reclassement - Ancien compte 7770000 (produits exceptionnels)*
757200000 - PROD CESSIONS IMMOB CORPORELLES	*5 025 065,36*		*2 625,00*	*Reclassement - Ancien compte 7752000 (produits exceptionnels)*
758010000 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	*19 943,71*	*490 882,00*	*29 475,28*	*Reclassement - Ancien compte 7718000 (produits exceptionnels)*
758020000 - CHARGES REGUL PRORATA TVA	*2 136,90*		*5 474,93*	*Reclassement - Ancien compte 7783000 (produits exceptionnels)*
758300000 - RENTREES SUR CREANCES AMORTIES			*463,79*	*Reclassement - Ancien compte 7714000 (produits exceptionnels)*
758700000 - INDEMNITES ASSURANCES	*19 399,99*		*1 464,35*	*Reclassement - Ancien compte 7718000 ou 79700000 (produits exceptionnels)*
Charges d'exploitation				
657200000 - VALEUR COMPT DES IMMOB CORP CEDEES	*10 489 488,22*			*Reclassement - Ancien compte 6752000 (charges exceptionnelles)*
658010000 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	*15 364,26*	*1 500,00*	*185 201,92*	*Reclassement - Ancien compte 6718000 (charges exceptionnelles)*
658020000 - CHARGES REGUL PRORATA TVA	*2 384,66*		*2 283,29*	*Reclassement - Ancien compte 6783000 (Charges exceptionnelles)*
658200000 - PENALITES AMENDES FISCALES ET PENAL	*207,11*		*292,60*	*Reclassement - Ancien compte 6712000 (Charges exceptionnelles)*
Produits exceptionnels				
771500000 - SUBVENTIONS D'EQUILIBRE			*1 389 933,88*	*Reclassement - Nouveau compte 7788000*
778880000 - PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	*528 511,98*			*Reclassement - Ancien compte 77150000*
Charges exceptionnelles				
687100000 - DOTAT AUX AMORT EXCEPT SUR IMMOB			*22 480,90*	*Reclassement - Nouveau compte : 6572000 en charge*
678800000 - CHARGES EXCEPTIONNELLES DIVERSES	*44 958,00*			*Reclassement - Ancien compte 6718000*

Rappel du Compte de Résultat 2024 approuvé le 26 mai 2025

C.C.I. COTES D'ARMOR

OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT - CHARGES

	Budget exécuté 31/12/2023 (A) Net	Budget Voté 31/12/2024 (B) Net	Budget exécuté 31/12/2024 (C) Net	Différence (D) = (C) - (B) Ecart
CHARGES D'EXPLOITATION				
PARTS CONTRIBUTIVES (A)				
ACHATS DE MARCHANDISES	1 116 842,29	1 093 400,00	986 820,04	(106 579,96)
VARIATION DE STOCK	(1 661,19)		7 007,47	7 007,47
ACHATS MAT.PREMIERES ET AUTRES APPROV.				
VARIATION DE STOCK				
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	11 004 843,37	10 753 111,00	10 753 864,98	753,98
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	436 082,46	341 258,00	440 954,41	99 696,41
SALAIRES ET TRAITEMENTS	3 985 659,83	3 837 530,00	3 938 501,23	100 971,23
CHARGES SOCIALES	2 125 597,66	2 114 677,00	2 234 364,61	119 687,61
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROV.				
SUR IMMOBILISATIONS : DOTATIONS AUX AMORT.	1 932 153,01	1 999 290,00	1 944 062,73	(55 227,27)
SUR IMMOBILISATIONS : DOTATIONS AUX PROV.				
SUR ACTIF CIRCULANT : DOTATIONS AUX PROV.	22 153,19		240 104,31	240 104,31
POUR RISQUES ET CHARGES : DOTATIONS AUX PROV.	2 439 884,42	309 293,00	1 515 715,12	1 206 422,12
AUTRES CHARGES	179 991,84	130 470,00	141 127,15	10 657,15
CONTRIBUTIONS VERSEES AUX SERVICES				
SOUS-TOTAL (B)	**23 241 546,88**	**20 579 029,00**	**22 202 522,05**	**1 623 493,05**
TOTAL (A +B) = I	***23 241 546,88***	***20 579 029,00***	***22 202 522,05***	***1 623 493,05***
QUOTES-PARTS DE RESULTAT s/OPERATIONS (II)				
CHARGES FINANCIERES				
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	207 839,50	141 165,00	163 633,02	22 468,02
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	312 390,26	390 307,00	381 111,35	(9 195,65)
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE				
CHARGES NETTES SUR CESSIONS DE V.M.P				
TOTAL III	***520 228,76***	***531 472,00***	***544 744,37***	***13 272,37***
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
SUR OPERATIONS DE GESTION	80 319,67	1 500,00	185 352,56	183 852,56
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	4 797,37		2 283,29	2 283,29
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	413 788,45	28 249,00	158 993,20	130 744,20
TOTAL IV	***498 905,49***	***29 749,00***	***346 629,05***	***316 880,05***
IMPOTS SUR LES BENEFICES (V)	5 049,15	6 256,00		(6 256,00)
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V)	***24 265 731,28***	***21 146 506,00***	***23 093 895,47***	***1 947 389,47***
SOLDE CREDITEUR = BENEFICE				
TOTAL GENERAL	***24 265 731,28***	***21 146 506,00***	***23 093 895,47***	***1 947 389,47***

OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT - CHARGES

	Budget exécuté 31/12/2023 (A) Net	Budget Voté 31/12/2024 (B) Net	Budget exécuté 31/12/2024 (C) Net	Différence (D) = (C) - (B) Ecart
CHARGES D'EXPLOITATION				
PARTS CONTRIBUTIVES (A)				
ACHATS DE MARCHANDISES	1 116 842,29	1 093 400,00	986 820,04	(106 579,96)
VARIATION DE STOCK	(1 661,19)		7 007,47	7 007,47
ACHATS MAT.PREMIERES ET AUTRES APPROV.				
VARIATION DE STOCK				
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	11 004 843,37	10 753 111,00	10 753 864,98	753,98
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	436 082,46	341 258,00	440 954,41	99 696,41
SALAIRES ET TRAITEMENTS	3 985 659,83	3 837 530,00	3 938 501,23	100 971,23
CHARGES SOCIALES	2 125 597,66	2 114 677,00	2 234 364,61	119 687,61
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROV.				
SUR IMMOBILISATIONS : DOTATIONS AUX AMORT.	1 932 153,01	1 999 290,00	1 944 062,73	(55 227,27)
SUR IMMOBILISATIONS : DOTATIONS AUX PROV.				
SUR ACTIF CIRCULANT : DOTATIONS AUX PROV.	22 153,19		240 104,31	240 104,31
POUR RISQUES ET CHARGES : DOTATIONS AUX PROV.	2 439 884,42	309 293,00	1 515 715,12	1 206 422,12
AUTRES CHARGES	179 991,84	130 470,00	141 127,15	10 657,15
CONTRIBUTIONS VERSEES AUX SERVICES				
SOUS-TOTAL (B)	**23 241 546,88**	**20 579 029,00**	**22 202 522,05**	**1 623 493,05**
TOTAL (A +B) = I	***23 241 546,88***	***20 579 029,00***	***22 202 522,05***	***1 623 493,05***
QUOTES-PARTS DE RESULTAT s/OPERATIONS (II)				
CHARGES FINANCIERES				
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	207 839,50	141 165,00	163 633,02	22 468,02
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	312 390,26	390 307,00	381 111,35	(9 195,65)
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE				
CHARGES NETTES SUR CESSIONS DE V.M.P				
TOTAL III	***520 229,76***	***531 472,00***	***544 744,37***	***13 272,37***
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
SUR OPERATIONS DE GESTION	80 319,67	1 500,00	185 352,56	183 852,56
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	4 797,37		2 283,29	2 283,29
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	413 788,45	28 249,00	158 993,20	130 744,20
TOTAL IV	***498 905,49***	***29 749,00***	***346 629,05***	***316 880,05***
IMPOTS SUR LES BENEFICES (V)	5 049,15	6 256,00		(6 256,00)
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V)	***24 265 731,28***	***21 146 506,00***	***23 093 895,47***	***1 947 389,47***
SOLDE CREDITEUR = BENEFICE				
TOTAL GENERAL	***24 265 731,28***	***21 146 506,00***	***23 093 895,47***	***1 947 389,47***

IV. AUTRES INFORMATIONS :

⇨ Le montant des honoraires du Commissaire Aux Comptes est de 20 888 € sur l'exercice 2025.

⇨ Pas d'évènements postérieurs à la clôture.